

La lutte contre le réchauffement climatique passe par un changement de nos modes de vie

Par *admin*

Créé le 10/05/2007 - 23:00

La lutte contre le réchauffement climatique passe par un changement de nos modes de vie

Jeudi, 10/05/2007 - 22:00 [0 commentaire](#)

- [Diminuer la police](#)
- [Augmenter la police](#)
- [Imprimer](#)
- [Version PDF](#)

•

- [Tweeter](#)

•

•

0 avis :



[zoom](#)

Les délégués à la réunion du GIEC à Bangkok ont approuvé le 4 mai un rapport qui propose des moyens d'atténuer le réchauffement de la planète et préconise toute une série de mesures contre les gaz à effet de serre, pour éviter une hausse désastreuse des températures. Ce "résumé pour les décideurs politiques", synthèse d'une étude d'un millier de pages du Groupe d'experts international sur le climat (GIEC), souligne que le monde a les moyens technologiques et financiers d'agir à temps pour limiter l'impact du réchauffement. Il s'agit de réduire les gaz à effet de serre (GES) grâce à un éventail de mesures : économies d'énergie dans les transports et le bâtiment, passer des énergies fossiles aux énergies renouvelables ou encore réformer l'agriculture.

Selon le rapport, il faudrait stabiliser la concentration des GES dans l'atmosphère à 445 parties par million d'ici 2015 afin de limiter la hausse de la température du globe à 2,4°C en 2050. Mais cet effort ne coûtera qu'une petite fraction du PIB mondial, selon le rapport approuvé des experts réunis sous l'égide de l'Onu. Dans ce troisième rapport, intitulé « Atténuation des changements climatiques », le Groupe intergouvernemental d'experts sur l'évolution du climat (GIEC) estime que le coût d'une limitation à 2°C de

la hausse des températures ne dépasserait pas 0,12 % du PIB mondial. "C'est un prix peu élevé pour réduire le risque d'une dégradation climatique majeure", a déclaré Hare, conseiller de Greenpeace et coauteur du rapport.

Ce rapport sur l'atténuation du changement climatique vient compléter les deux rapports du GIEC, dont le premier portait sur l'évaluation scientifique du phénomène, et le second décrivait son impact sur les pays et les écosystèmes.

Dans le volet scientifique de son rapport, publié en février à Paris, le Giec a estimé la hausse probable des températures mondiales de 1,8 à 4°C en 2100 par rapport à 1990, sans exclure une hausse allant jusqu'à 6,4°

Le deuxième volet, sur les impacts, publié en avril à Bruxelles, a pointé les graves conséquences du réchauffement pour la planète, avec notamment une extinction irréversible de 20 à 30 % des espèces végétales et animales. Les nouvelles contenues dans les deux premiers messages n'étaient "pas bonnes", convient Ogunlade Davidson, coprésident du troisième groupe de travail du Giec mais il ajoute que "des solutions sont possibles (pour lutter contre le changement climatique) et vous pouvez le faire à un coût raisonnable".

Pour tenir l'objectif de deux degrés, les spécialistes jugent nécessaire une réduction de 50 à 85 % des émissions de dioxyde de carbone (CO₂) d'ici à 2050, dit le rapport. Cependant, les progrès technologiques - en particulier ceux qui permettront de produire et de consommer l'énergie plus rationnellement - font penser que des objectifs de cet ordre sont réalisables, notent ses auteurs.

Le document met en évidence le rôle des énergies nucléaire, solaire et éolienne, de bâtiments et de modes d'éclairage plus économiques, ainsi que les moyens de filtrer le dioxyde de carbone rejeté par les centrales à charbon, les plates-formes pétrolières et gazières.

« L'un des secteurs clefs dans la réduction de ces effets est celui de la fourniture d'énergie », a souligné Yvo de Boer, rappelant que plus des deux tiers des émissions en la matière proviennent de ce secteur. « La façon dont on répondra aux besoins en énergie dans l'avenir déterminera si les efforts contre le changement climatique restent maîtrisables », a-t-il ajouté.

Selon l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), la demande en énergie va augmenter de 60 % en 2030. Avant cette date, les infrastructures de fourniture d'énergie dans le monde nécessiteront un investissement total de 20 milliards de dollars, dont la moitié environ dans les pays en développement.

Ce sommet du GIEC a donné l'occasion à un débat très vif entre partisans et adversaires de l'énergie nucléaire. L'énergie nucléaire présente l'avantage par rapport aux énergies fossiles - pétrole, gaz, charbon - de ne pas émettre de gaz à effet de serre dans l'atmosphère et de ne pas contribuer au réchauffement.

"Nous avons eu une très longue discussion sur le nucléaire. Il y a des pays qui y sont farouchement opposés et cela ne leur plaît pas trop qu'on dise que le nucléaire est une des options pour lutter contre le changement climatique", a indiqué Renaud Crassous qui fait partie de la délégation française à Bangkok. "Jusqu'alors, ils ont eu tendance aussi bien au Giec que (dans les négociations sur le protocole de Kyoto) à évacuer la question du nucléaire, mais ils ne pourront pas le faire éternellement", estime Malcolm Grimston, un expert nucléaire de l'observatoire Chatham House basé à Londres.

Pour Stephan Singer, responsable climat et énergie du Fonds mondial pour la nature (WWF) pour l'Europe et qui participe à la réunion de Bangkok, le nucléaire ne peut constituer une alternative durable et efficace aux énergies fossiles. Greenpeace affirme également son opposition au nucléaire mais les

frontières entre courants pro et anti-nucléaire ont tendance à devenir poreuses. Un certain nombre de figures historiques de l'écologie, parmi lesquels Patrick Moore, cofondateur de Greenpeace, et James Lovelock, figure de proue des défenseurs de l'environnement, se déclarent ouvertement favorables au nucléaire.

De son côté, le Secrétaire général des Nations Unies, Ban Ki-moon, a appelé toutes les parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques à oeuvrer avec la volonté politique nécessaire pour enrayer, de façon décisive, l'évolution du climat et ses conséquences sur notre planète et ses populations. Saluant la parution du troisième rapport du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC), Ban Ki-moon a fait part dans une déclaration de sa préoccupation concernant les conclusions selon lesquelles les émissions de gaz à effet de serre ont augmenté de 70 % depuis 1970.

«Même avec les mesures d'atténuation prises actuellement et les initiatives de développement durable, les émissions annuelles de gaz à effet de serre devraient croître de 25 à 90 % en 2030 par rapport à 2000 », a rappelé Ban Ki-moon. « Les auteurs du rapport du GIEC confirment que les options de réduction, y compris des changements de mode de vie et de consommation, sont valables dans tous les secteurs, mais qu'une action renforcée de la part des gouvernements et du secteur privé est urgente », a-t-il poursuivi.

C'est la première fois que les experts du GIEC évoquent expressément les changements de mode de vie comme moyens de lutte contre le réchauffement planétaire. "Les changements de modes de vie et de comportements peuvent contribuer à la réduction des émissions (de gaz à effet de serre) dans tous les secteurs", indique le "résumé à l'intention des décideurs" politiques, approuvé par quelque 400 délégués mandatés par environ 120 pays auprès du Giec.

Selon ce rapport du GIEC, chaque individu a un rôle important à jouer pour lutter contre le réchauffement climatique qui n'est pas seulement l'affaire des gouvernements et des industriels, ont assuré des spécialistes mondiaux du climat vendredi à Bangkok. Prendre le train pour aller au travail au lieu de sa voiture, réguler la température d'un bureau ou d'une maison climatisée, manger moins de viande sont quelques unes des options à prendre en compte pour participer à l'effort mondial contre le réchauffement.

Trois hauts responsables du Giec ont souligné, lors de la présentation du document devant la presse, que changer de mode de vie ne signifiait pas que les populations des pays riches ou pauvres allaient devoir faire des sacrifices. "Ce n'est pas une question de sacrifice. C'est une question de changement. On peut faire du développement d'une façon bien plus durable que ce que nous avons fait jusqu'alors", a souligné Ogunlade Davidson, co-président d'un groupe de travail du Giec. "Vous pouvez avoir un style de vie qui émette peu de gaz à effet de serre, tout en continuant à profiter d'une bonne situation économique", a-t-il estimé.

Le président du Giec, Rajendra Pachauri, a également évoqué le régime végétarien comme moyen de lutte contre le réchauffement climatique, tout en soulignant qu'il s'agissait d'un avis personnel et non pas d'une position officielle du Giec. "Si les gens mangeaient moins de viande, ils seraient peut-être en meilleure santé. Et, en même temps, ils contribueraient à réduire les émissions générées par l'élevage des bovins", a-t-il fait remarquer. Selon Jean-Marc Jancovici, consultant français indépendant spécialisé dans les questions énergétiques, un kilo de boeuf, une fois arrivé dans l'assiette, correspond à 3,7 kilos de dioxyde de carbone.

Noter cet article :

Recommander cet article :

-
- [Tweeter](#)
-

- **Nombre de consultations :** 109
- **Publié dans :** [Géologie & Géophysique](#)
- **Partager :**
 - [Facebook](#)
 - [Viadeo](#)
 - [Twitter](#)
 - [Wikio](#)